

## **Texte issu de l'Assemblée de la FASE des 5 et 6 juin 2010**

### **DANS LA SITUATION, QUE DEVONS-NOUS FAIRE ET PROPOSER ? Actualité d'une révolution démocratique et recherche des voies pour la réaliser**

Le texte de préparation comportait 5 grandes parties. Il annonçait que les trois premières étaient une contribution, à perfectionner, qui s'inscrit, avec d'autres, dans la préparation de l'Université d'été sur le thème : « Une révolution démocratique nécessaire et possible ».

Les trois premières parties n'ont donc pas été soumises à une procédure d'adoption lors de l'assemblée des 5 et 6 juin.

Les deux dernières parties, soumises à discussion et amendements, ont été retravaillées à partir de contributions, amendements et discussions à l'occasion de l'Assemblée des 5 et 6 juin.

La version ci-dessous résulte des ateliers et du groupe de synthèse du samedi 5 et d'une validation en plénière le dimanche 6 où des amendements et la ligne générale de ce texte ont été adoptés par l'Assemblée.

Le texte ci-dessous ne doit donc pas être pris comme une résolution politique dont l'ensemble des termes et formulations aurait fait l'objet d'une adoption formelle. Il doit en l'état être considéré comme une feuille de route pour les activités de la Fédération pour la période à venir.

2 ou 3 passages du texte initial, sur lesquels la discussion n'a pas été suffisante, ont été retirés du texte. Un travail collectif plus approfondi doit avoir lieu dans La Fédération sur les questions que ces passages soulevaient.

## ***Les grands changements viendront d'un rassemblement***

Le néolibéralisme n'est pas un rouleau compresseur qui avance sans arrêt, une dynamique que l'on ne peut arrêter, une logique qui s'impose : il a, nous le voyons dans la crise et le comportement de ses agents, des contradictions qui offrent des marges de manœuvre : par exemple le discours sur la régulation n'est pas un simple discours, ou une demande théorique de quelques économistes « libéraux » (au sens que ce terme a aux USA). Nous devons nous soucier d'analyser les forces sociales qui le soutiennent, celles qui s'y opposent au moins partiellement, et quelles contradictions cela traduit. Comprendre quelles victoires partielles sont possibles.

### **1 - Savoir construire et un horizon et des alliances**

Soyons lucides. La crédibilité de notre projet restera du domaine du rêve si dans le même temps nous ne sommes pas capables de redéfinir le champ politique et d'avancer sur les moyens à mettre en œuvre pour avancer dans ce sens, construire les rapports de forces sur trois dimensions :

- Construire la résistance au néolibéralisme sécuritaire : le mettre en échec suppose de ne pas en rester au maintien de l'existant ou à un retour en arrière « au bon vieux temps des 30 glorieuses » mais mettre en œuvre des réponses susceptibles d'entrer en contradiction avec la logique néolibérale.
- Être capables d'accepter des compromis qui vont dans le sens des améliorations immédiates et de la sauvegarde du vivre ensemble tout en développant les éléments de ruptures qu'induisent ces améliorations.

- Ne pas sacrifier notre radicalisme aux nécessités de résister et d'obtenir des acquis immédiats : être capables de dire à la fois pourquoi nous acceptons telle ou telle mesure de compromis et pourquoi nous la jugeons malgré tout insuffisante.

A travers cela, mener les débats qui permettent à chaque mobilisation de produire des éléments communs à tous : situer les causes des problèmes, montrer comment chaque lutte peut avoir des implications pour tous les membres de la société et porter l'exigence d'une autre organisation de celle-ci.

Au total, nous souhaitons que la multiplicité des chemins qui mènent à l'engagement transformateur finisse par converger en une force capable de s'imposer. Pour nous, cette mise en cohérence ne suppose pas l'uniformité de ces voies ou des approches, bien au contraire. La multiplicité qui est dans la vie doit pouvoir, telle qu'elle est, devenir force transformatrice. Nous ne proposons pas cette voie de l'auto-organisation et du dépassement des légitimités de la gauche de gouvernement autour d'un creuset qui serait, globalement, les forces de la Fédération, même amplement développée. Nous savons qu'il faut, en même temps, consolider la perspective d'un rassemblement de toutes sortes de réseaux associatifs, de forces militantes syndicales, de courant ou organisations politiques et de mobilisations citoyennes. C'est l'ensemble de ces forces qu'il s'agit de "fédérer", quel que soit le cadre de cette fédération.

Combien hésitent à se mettre en mouvement ou ont peur « d'aller trop loin » même s'ils le souhaitent sans doute autant que nous mais ont avant tout besoin d'en mesurer la possibilité dans la pratique ? Pour que les bonds en avant dans la mobilisation soient possibles, que s'affirme la reconstitution d'un horizon politique, nous proposons un regroupement de toutes les forces qui veulent la transformation sociale et écologique comme dépassement du système capitaliste.

Nous avons bien conscience que, depuis le « bon exemple » de la campagne du Non au Traité, en 2005, les forces pour une alternative ont certes muri, mais notre capacité commune, toutes ces forces ensemble, se ressent des divisions et des échecs. Ce n'est pas sans de solides raisons que nous avons voulu que la discussion porte sur le document : « *Projet de texte sur l'actualisation l'identité de la FASE et de ses orientations fondamentales* ».

## 2- Pour la mise en mouvement du plus grand nombre ...

Notre volonté d'unité vise à faciliter la mise en mouvement de toutes les forces associatives, syndicales, citoyennes, de toutes celles et de tous ceux qui ne veulent pas subir et veulent d'autres choix de société.

La division les oblige à choisir entre organisations, décourage et crée résignation, replis, et divisions supplémentaires que sont l'abstention-boycott, le vote par défaut ou la tentative d'instrumentalisation des formations politiques de gauche : toutes solutions qui débouchent sur, ou expriment, l'impuissance politique.

Nous visons donc tout à la fois à affirmer qu'un horizon existe et à montrer que la mise en cause du système est bien d'actualité.

Il convient d'affirmer, nettement, que la gauche de gauche n'irait pas gérer une majorité commune avec les lignes politiques de gestion plus ou moins « sociale », « écologique », « moderne » du capitalisme. Nous voyons bien que le PS, comme d'autres forces politiques (Verts et Europe Ecologie...) peuvent se diviser devant les options : les aspirations au changement social, à la démocratie sont encore présentes dans le PS ou Europe écologie

Nous ne rejetons aucun rapprochement avec les militants ou avec des courants de ces organisations. Nous sommes favorables à des majorités d'idées ou de propositions, portées par les mobilisations politiques et sociales.

Ce qui est alliance partielle permet des défenses plus efficaces ; et c'est tant mieux pour mettre en échec les politiques des exploiters et spéculateurs. Cela peut permettre des succès partiel avec la mise en œuvre de réformes fortement exigées comme des soutiens efficaces à des entreprises sous le contrôle des salarié-e-s.

Nous voulons donc une gauche de gauche qui propose ses solutions, qui avance dans les mobilisations, qui ne sorte pas de sa voie : les éléments d'alternative au système peuvent progresser ; il n'y aura de succès plus amples et plus généralisables que par un changement du rapport des forces dans la gauche entre la gauche alternative, et celle qui est ralliée à la logique du système ou accepte de la subir.

Nous pouvons, ainsi, représenter la voie du succès parce que les espoirs de vie meilleure sont si présents et si déniés pour le plus grand nombre. Cette force est immense, sa dynamique peut être énorme mais elle a été tellement niée par les mauvais coups de la droite et du patronat, et bafouée par les politiques social-libérales ! Notre souci doit être de permettre des convergences sur des objectifs porteurs d'avenir et de faire réussir toutes les mobilisations qui, parce qu'elles sont un pas en avant, encouragent à aller plus loin. Affirmer un horizon et consolider les possibilités d'unité, voilà deux axes inséparables de notre activité.

## **Les prochaines campagnes se dessinent devant nous**

La situation politique contrastée appelle des options qui permettent de tenir ensemble les interventions dans les mobilisations, l'affirmation d'un horizon historique et la réponse aux échéances électorales.

### **A - / Un panorama politique qui a bougé**

Nous ne devons oublier ni le fort taux de participation électorale de la présidentielle de 2007, ni le phénomène le plus marquant des régionales, l'abstention, que nous avons analysée lors du CAN des 27 & 28 mars :

*« La très forte abstention, particulièrement dans les zones urbaines les plus défavorisées et dans la jeunesse, est la manifestation d'un rejet des formes dominantes de la politique – rejet parfois vécu comme un rejet « de la politique » tout court. Elle est aussi le résultat de l'absence désespérante d'alternative crédible au système en place, un PS discrédité par sa renonciation à tout changement significatif apparaissant comme la seule opposition susceptible de remporter l'élection. Ce refus de se rendre aux urnes doit être considéré comme l'indice de la crise du système politique dans son ensemble, d'un système délégataire, accaparé par les partis politiques. » (RÉSOLUTION DU 28 MARS 2009)*

#### **1 - Nous devons constater quelques changements qui ont leur importance tactique.**

##### **Le premier est le retour du PS au centre du jeu politique.**

En l'absence d'alternance crédible, le succès électoral du PS aux régionales le fait apparaître comme la seule voie de sortie politique aux yeux du plus grand nombre pour rejeter la droite ; cette place centrale, quasi « en attente » d'une victoire prochaine, doit cependant passer par le difficile choix interne d'un candidat qui sera retenu pour la présidentielle et par la confirmation de son audience lors des cantonales et des sénatoriales d'octobre 2011 ; en alliance avec Europe Ecologie et le PCF, la majorité du Sénat peut changer au profit du PS.

Le PS se voit aujourd'hui contraint à adopter un langage plus « à gauche », celui d'un opposant porteur de réelle alternance pour sauvegarder ses acquis des dernières échéances électorales.

Toutefois, la crise du néolibéralisme révélant aussi celle du social-libéralisme et autre troisième voie, le PS est tiraillé entre des courants dont le rapport aux exigences sociales et aux mobilisations s'avère très différent et parfois opposé.

##### **Le second est la stabilisation électorale à nouveau du Front national.**

Il joue des mêmes peurs qui menacent les principales victimes du système en profitant de tous les encouragements à la xénophobie et au mépris de la démocratie de Sarkozy et de la droite.

##### **La droite elle-même ne semble plus soudée.**

L'alignement derrière leur candidat naturel à sa réélection a faibli. Celui-ci est entré dans des manœuvres visant à maintenir le cap de ses options politiques en essayant de se montrer « plus souple ». L'ouverture vers la CFDT, par exemple, au sujet des retraites, vise à minimiser un conflit qui risquerait d'être ruineux pour un pouvoir discrédité.

Mais la phase de différenciation des candidats possibles de la droite, si elle va plus avant, mettra d'emblée la question de l'alternance au centre de la discussion : un « centre » à la place de Sarkozy, avec DSK ou de Villepin ou Juppé ?

#### **2 - Quelles que soient les interrogations sur le paysage politique...**

Notre souci sera de répondre aux attentes sociales en participant aux mobilisations et en proposant des solutions politiques lors des échéances électorales.

Soyons précis au sujet des enjeux de la prochaine présidentielle. Résumons une hypothèse, afin quelle soit discutée : dans l'état actuel des forces sociales et militantes, l'enjeu, pour la gauche de gauche ne peut être de « gagner » ces élections, c'est-à-dire de voir son candidat présent au deuxième tour.

Si cette situation changeait, à la suite de mobilisations sociales, grèves, manifestations, campagnes de désobéissances civiles massives, nous devons être capables de réagir à cette situation nouvelle.

Pour l'heure, l'enjeu de la prochaine élection présidentielle, c'est l'affirmation la plus forte possible de la gauche de gauche. Il s'agit d'atteindre un niveau de présence qui nous permette d'infléchir le débat public et de réduire la tentation d'un suivisme vis à vis du PS. Mais aussi créer le rapport de forces pour dégager des majorités d'idées sur certaines exigences, voire des alliances sur certains objectifs, dans un lien étroit entre mobilisations et élections.

### ***3 - En refusant de se diviser au sujet des candidats pour la présidentielle.***

Nous privilégions l'accord sur quelques axes de campagnes. Les forces qui agissent et agiront ainsi ensemble auront aussi la nécessité de trouver une procédure de désignation d'un candidat commun. Mais cela doit rester ouvert sur la base d'un engagement : celle ou celui qui sera choisi pour la présidentielle le sera sur la base d'un engagement des forces d'agir et de faire campagne ensemble.

Dès lors, pour porter avec d'autres les propositions politiques communes, il est souhaitable qu'un accord se dégage sur un nom dont toutes les forces concernées reconnaîtraient qu'il fait suffisamment l'unanimité. Mais, au lieu de se diviser comme en 2006, il vaudrait mieux avoir recours à des solutions qui avaient été proposées mais écartées à tort : un tirage au sort entre les divers-e-s candidat-e-s possibles, avec une campagne menée en commun, vaut mieux que la division !

Nous savons que cette question ne peut être tranchée en ce mois de juin 2010 ; mais il serait irresponsable de ne pas délimiter ce débat, afin que les engagements à agir ensemble ne soient pas sans arrêt menacés de se casser sur des intérêts de parti ou de personnalités.

Si nous partageons la volonté de changer les institutions en sortant du carcan de l'Etat néolibéral et en développant d'autres formes démocratiques, orientées vers une 6<sup>e</sup> République, le minimum, tout de même, est de cesser à jouer à la course à la candidature à la Présidence.

L'idée d'un accord sur un paquet de toutes les élections à venir est excellente. Si elle n'est pas hypothéquée par la présidentielle – qui n'a aucune bonne raison d'être transformée en pomme de discorde –, elle permet de faire l'unité de nos actions dans les campagnes de mobilisations dont dépend la dynamique politique d'ensemble et aussi autour des cantonales et des législatives.

### ***4 - Nous voulons le regroupement des forces de la gauche de gauche***

Pour jouer son rôle d'outil de convergence et de construction de l'unité indispensable face au système, la Fédération agit pour un large Front de toute la gauche de gauche, au travers :

- des campagnes mettant en perspective la révolution démocratique de la société à partir d'ancrages dans les mobilisations ;
- la volonté de créer des structures locales et des formes nationales d'un Front de toute l'autre gauche et de forces sociales et culturelles ;
- de la présence lors des échéances électorales.

## **B - / - La fédération, agit pour une transformation sociale et écologique :**

**Ses collectifs et organisations membres s'engagent à mener en commun des campagnes dans les mois qui viennent.**

Celles-ci visent trois objectifs :

- nous permettre de mener un travail en commun à partir de notre spécificité aujourd'hui dans le champ politique : porter les éléments de dépassement et remplacement du système capitaliste dans les enjeux quotidiens.
- peser sur la décomposition-recomposition en cours dans la gauche de gauche, en proposant, au delà d'un débat et d'une action cartellisée et centrée sur les échéances électorales, des thèmes qui permettent de mobiliser large, de fédérer, pour des luttes communes.
- contribuer ainsi à peser dans le champ politique global et à changer les termes mêmes qui dominent le débat public : nous venons de voir qu'un tabou vient de tomber dans le débat sur les retraites : la participation du capital et des revenus financiers est désormais promise par Sarko (même s'il n'y pas d'illusion à se faire sur sa volonté politique). Mesurons qu'une campagne commune a imposé ce thème dans le débat public.

Mener ce type de campagne n'est pas en faire un moyen de surfer sur les sujets à la mode pour faire la « pub pour l'organisation », mais de choisir des sujets et des modes de fonctionnement qui nous permettent de mettre en œuvre ce que nous disons sur le changement de la politique sur la nécessité de rompre radicalement avec le capitalisme. Nous devons avoir le souci en l'intégrant dans un thème politique large de collectiviser ce qui se fait de manière segmentée, isolée dans l'ensemble des mouvements sociaux et citoyens : faire connaître, interroger les acteurs, les solliciter pour qu'ils sortent de leur « pré carré » ... l'appel autour de Total est une piste intéressante.

Quelles campagnes choisissons-nous prioritairement ?

Il s'agit à chaque fois de déboucher sur des objectifs en rupture avec le capitalisme, et toute conception fondée sur des rapports de domination et productiviste.

## **1 - Changer les institutions, le rapport des politiques aux autres acteurs politiques**

Il s'agit là de faire avec ce que nous pouvons produire en matière de changement de république – de Constitution, de défense des libertés publiques et individuelles face à l'Etat sécuritaire, mais aussi d'affirmation du droit de chacune et chacun d'intervenir dans les décisions publiques, du respect des personnes, mais aussi du droit des salariés, de leur donner les moyens de se défendre contre le « *totalitarisme soft libéral* » qui sévit dans la « gestion des ressources humaines ».

Il est urgent d'inventer un système politique et un contrôle démocratique capable de décider et de s'engager sur des problématiques de long terme comme la réduction des gaz à effets de serre, le suivi des déchets nucléaires enfouis, le démantèlement des centrales en fin de vie, etc.

On voit bien l'utilité immédiate de l'affirmation de la nécessité de cette révolution démocratique : elle alimente les résistances (la revendication de la citoyenneté de résidence est un plus pour la défense du droits des sans papiers...) elle donne un sens général à des actions particulières qui apparaissent bien loin des réformes institutionnelles (la campagne BDS peut être aussi revendiquée comme le droit des citoyen(e)s de contrôler le suivi des décisions politiques dans un domaine qui semble réservé et spécialisé pour les diplomates) et elle porte de façon concrète des possibilités d'avancer vers une autre manière de faire de la politique (par exemple le non cumul des mandats s'oppose, et il faut le poser comme tel, à la professionnalisation de la politique).

Ce ne sont là que quelques exemples : ce qui se fait dans les mouvements sociaux ou citoyens permet largement de construire les bases d'une alternative en matière de démocratie.

Elle permettra sans doute que se rencontrent des luttes qui restent pour l'heure parallèles ; par exemple, les exigences portées par le Forum social des quartiers populaires (FSQP) et une masse d'associations avec celles du Comité contre la politique de la peur et pour le rejet des lois ruinant les rôles de soins de la psychiatrie et d'une grande part du travail social.

Une telle campagne permet aussi de poser autrement les échéances politiques à venir dont on sait qu'elles peuvent être encore destructrices. Une campagne au sein de la gauche politique et sociale sur la nécessité de « déprésidentialiser la France » à partir de propositions pour défendre et développer la démocratie pour tous contre le fonctionnement oligarchique actuel devrait rendre plus difficile les petites manœuvres de couloir pour satisfaire les égos ou mettre le parti en avant. Discuter des institutions que nous voulons devrait être fait amplement, avec les magistrats comme des chercheurs : cette campagne, contre les discriminations, pour l'égalité, a le but, selon nous, de constituer une culture commune.

Dans cette campagne nous devons aussi affirmer que la politique peut agir et ne pas se contenter de se soumettre aux marchés c'est à dire à quelques dizaines de milliers de riches. Restaurer la démocratie suppose de réaffirmer un volontarisme politique

## **2 - Garantir les droits pour toutes et tous**

La croissance des inégalités, la soumission de plus en plus forte, voire douloureuse, du salarié à l'entreprise, les violences de la répression quotidienne de certaines populations (chômeurs face à Pôle Emploi, femmes face à l'emploi et à la rémunération, jeunes des quartiers face à la police mais plus largement face à leur exclusion et la discrimination, pauvres soumis à un régime de sous-droits, fous traités comme des dangers à enfermer...) rendent à la question des droits une acuité et une urgence particulière. Il est plus que temps de réaffirmer le principe d'égalité devant les droits et d'élaborer un certain nombre de propositions d'action politique à partir des exigences des divers mouvements sur ce terrain. La convergence de ces divers mouvements ne va pas de soi, au contraire elle doit faire l'objet d'une mise en commun, d'une volonté de sortir du chacun pour soi.

Intervenir sur ce terrain des droits c'est défendre une certaine conception de l'humanité nécessaire à tout projet de transformation mais c'est aussi mettre en œuvre des mesures pratiques d'accès aux droits.

C'est aussi le souci, que nous devrions faire discuter largement, de développer les exigences du féminisme, qui sont dramatiquement banalisées et érodées alors que les femmes restent les principales victimes des injustices (salaires, retraites, droits à évoluer dans des emplois et des travaux intéressants). Toute l'exigence de droits égaux dans le travail et de diminution du temps contraint dans l'existence ne peut se développer sans que soient engagées les transformations dans les relations entre équipements collectifs, remises en cause des rapports de domination... N'est-il pas d'actualité, amplement dans toutes les composantes de gauche, de réaffirmer un horizon et des pratiques féministes ?

Mais ceci doit aussi changer la dynamique des futures échéances électorales : les politiques de stigmatisation et de contrôle des précaires appellent une prise en charge et le moyen pour les premiers concernés de prendre mieux les moyens de se faire entendre ; pourquoi, par exemple, ne pas faire des élections cantonales une dénonciation en actes du RSA en relai et complément des mobilisations des organisations de chômeurs et de précaires qui se battent bien seuls sur ce terrain ?

## **3 - Socialiser les moyens de production...et d'échange**

Voilà une abstraction devenue d'une actualité pressante devant ce qui se passe sur le terrain financier, des dettes des Etats, etc., une exigence se fait jour de plus en plus largement : pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs ?

Voilà aussi se qui se fait jour dans les luttes, que ce soit dans certaines entreprises mais aussi sur la question des biens communs, sur le service public avec la dynamique engagée par les états généraux.

Nous serons conduits à aller plus loin dans la définition même des biens communs.

Tout ceci nous impose de faire des propositions de transition sur un autre partage des richesses en particulier au moyen de la fiscalité : c'est un domaine que la crise ouvre à nouveau avec force y compris à droite au centre et chez les sociaux-libéraux

#### **4- Et développer ce qui est utile socialement et pour l'environnement**

Dans cette crise capitaliste, l'un des ressorts est la place des spéculateurs et des rentiers. A leurs yeux, le taux de profit paraît insuffisant dans des domaines entiers des productions et des équipements. Marx aurait sans doute fait remarquer : c'est une crise majeure quand une masse de population est traitée comme « en surnombre » pendant que les productions possibles et utiles sont freinées par les formes de la propriété capitaliste. La recherche du taux de profit immédiat détourne les richesses sociales de façon plus caricaturale qu'à l'accoutumée.

Dans cette contradiction sociale et politique majeure, le plus grand nombre des salariés, à notre époque plus qu'auparavant, est capable d'une mise en œuvre des politiques d'équipements en matière d'économie d'énergie, de production de moyens, de techniques, auto-organisée, en les prenant en charge par l'appropriation directe d'entreprises que les salariés refusent de laisser fermer. Cela exige des conditions politiques : nationaliser une part suffisante du secteur financier et le faire servir à des activités, développer une forte mobilisation populaire qui discute et soutienne ces initiatives, assurer que les forces politiques de gauche les aident dès les possibilités des collectivités territoriales.

Le nombre de projets et de possibilités est immense. Les faire connaître et les populariser en lien avec les luttes des entreprises devrait être un des éléments forts de la gauche de gauche, en lien avec l'urgence climatique et la nécessité de conduire une reconversion et une relocalisation de l'économie.

Cette réflexion doit ainsi prioritairement prendre en compte la modification globale de la production s'appuyant sur la nécessaire remise en cause du dogme de la croissance comme modèle de développement. La nécessité de changer les relations avec la nature : la biodiversité et les ressources naturelles limitées doivent être des biens communs inaltérables de l'humanité, indissociables de tout nouveau projet de dépassement du capitalisme, système économique et social à l'origine du désastre écologique.

Notre combat écologique doit mettre en avant la nécessité de lier les luttes sociales et environnementales en travaillant à la reconversion de l'économie et de la production industrielle et agricole pour des alternatives au nucléaires, contre les OGM et pour le soutien à l'agriculture paysanne.

#### **C - / La fédération, s'engage à faire exister les cadres locaux et nationaux d'élaboration commune.**

Nous en avons débattu après les régionales, les 27 et 28 mars, et adopté un texte qui reste une perspective actuelle :

*« Notre politique unitaire doit être poursuivie Nous devons contribuer à ce que les acteurs de ces luttes affirment leur propre pouvoir transformateur de la société.*

*La Fédération contribuera à tous les cadres unitaires réunissant des organisations politiques et des organisations du mouvement social, des citoyennes et des citoyens, et s'attachera à susciter de tels cadres partout où cela est possible, pour l'action et pour l'élaboration de propositions.*

*Nous sommes pour le front le plus large pour que celles et ceux qui, dans le mouvement social, ne se reconnaissent pas d'option particulière à l'intérieur de la gauche de gauche, ne soient pas tenu-e-s de « choisir » tel ou telle partenaire de lutte, ou ne soient contraints à rester dans l'expectative politique. Nous ne sommes pas favorables à la concurrence libre et non faussée au sein de la gauche de gauche.*

*Notre attention sera tournée autant vers les militantes et militants des diverses organisations de la gauche radicale et du mouvement social que vers leurs structures de direction : les recompositions en cours sont loin d'être achevées, et nous devons à la fois ne pas les oublier et ne pas les tenir pour acquises.*

*Comités de liaison, rencontres bilatérales ou multilatérales, forums etc., voilà ce qu'il importe à présent, en tenant compte des situations locales, de mettre en place et de généraliser. »*

Depuis, les régionales, chacune des trois organisations du Front de gauche a appelé à « l'élargir », en le transformant radicalement. Elles nous ont invité à y participer, tout en précisant qu'il ne doit pas rester un « cartel » de directions au sommet – nationalement ou localement –, ni se limiter au spectre classique de leurs seuls partis. Ils ont affirmé leur volonté de transformer le Front de gauche pour s'ouvrir aussi à toutes les

composantes sociales, syndicales, citoyennes de « l'Autre gauche » et à toutes les autres formations politiques qui le souhaitent.

Nous avons donc répondu au PG, après leur Conseil national des 10 et 11 avril :

*Nous n'avons pas une hésitation : oui, il faut faire front. Comme vous, nous souhaitons qu'existe le plus large rassemblement et qu'une autre gauche soit à même de peser dans les mobilisations et toutes les échéances politiques à venir. Il faut donc que ce regroupement, cette force commune, se construise du local au national. Les semaines qui viennent permettront d'en lancer la dynamique sans subir mais au contraire en tirant parti de la diversité des situations.*

*Notre récent Collectif d'animation national (CAN), les 24 & 25 avril, a aussi souhaité prendre le temps de faire discuter largement, par tous les collectifs et les composantes de la Fédération, l'actualisation de notre action pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique, et notamment des propositions que vous faites pour la structuration d'un front transformé (les pages 8 et 9 de votre Résolution notamment). Cela prendra place dans la préparation de notre Assemblée des 5 & 6 juin.*

*Pour l'heure et sans attendre, un certain nombre d'initiatives que vous proposez de réaliser, font accord ; ainsi, nous pensons que le Forum que vous envisagez sur les questions de conception de la politique (partis, mouvements sociaux, institutions)"-est tout à fait utile en vue de mieux connaître les points d'accord comme de désaccords éventuels. Nous souhaitons donc le co-organiser. « Pour débattre positivement des propositions du Parti de Gauche »)*

Nous proposons aussi de participer à réaliser la proposition d'Assises de la gauche de gauche à l'automne. Dès lors qu'il s'agit de discussions à la fois nationalement et localement, cela rejoint nos propres perspectives. De telles réunions peuvent être un carrefour entre les questions posées par une « plateforme partagée », des alliances, et une prise en charge des discussions à propos des luttes.

Au travers d'une prise de position nationale, en fait, il s'agit certainement d'en favoriser des concrétisations là où elles sont possibles, afin de servir de modèles d'entraînement ailleurs.

Conformément à ces objectifs fondamentaux, la participation de la FASE à des assises suppose qu'un certain nombre de conditions soient remplies. Nous voulons également y porter des propositions.

Ces assises doivent en premier lieu viser à rassembler l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique, sans exclusive.

Les trois organisations du Front de gauche ont posé la question d'un Front transformé, plus large, plus ouvert. Elles ont affirmé la volonté que le Front de gauche s'ouvre à toutes les composantes sociales, syndicales, citoyennes et à toutes les autres formations de la gauche de gauche, de l'"Autre gauche" qui le souhaite.

Elles ont aussi précisé que le Front ne doit pas rester un "cartel" de directions au sommet - nationalement et localement - ni se limiter seuls partis.

Nous pensons nous aussi, au delà de diverses expériences négatives lors des régionales, que le front doit être co-élaboré, ouvert aux citoyens et aux mouvements sociaux; et qu'il s'adresse au plus grand nombre possible de forces et de citoyens.

La question du nom, on le voit bien, est incontournable, car elle signifie un contour et un projet. La FASE propose par exemple « Front pour une alternative de gauche », qui garde une référence au « Front de gauche » tout en induisant une rupture et en précisant le sens de ce que nous voulons construire ensemble.

Des assises de la gauche de transformation, ces assises pour une alternative de gauche, doivent avoir parmi leurs objectifs la présentation de candidatures communes aux élections cantonales, présidentielle et législatives. Sans un engagement de principe dans cette direction de l'ensemble des parties-prenantes, elles risquent fort de tourner à vide.

Les obstacles au rassemblement le plus large sont connus, ils touchent principalement à la question de la participation à des majorités et à des exécutifs avec le reste de la gauche, PS et Europe-Écologie. Si l'exigence de rupture exclut que nous participions à une majorité commune dans une optique de gestion prétendument sociale et/ou écologique du capitalisme, c'est toujours le rapport de force et la dynamique citoyenne qui peuvent déterminer l'utilité de participer ou non à un exécutif. L'unité large peut se construire à certaines conditions. Cette participation ne peut s'envisager que si elle permet de mettre en œuvre des exigences de rupture que nous portons, ce qui exclut de participer à des exécutifs avec une partie de la droite, ou des exécutifs dont les politiques seraient dominées par le social-libéralisme. D'autre part, chaque

composante du rassemblement pourra décider de manière autonome si les conditions de sa participation sont remplies ou non.

L'expérience des élections régionales a montré que cela était possible, différentes composantes figurant sur la même liste de premier tour ont pu faire des choix différents après le second. Ces questions devront être à l'ordre du jour des assises donneront lieu, et la FASE y défendra à nouveau cette proposition, la seule rassembleuse. Mais si une autre option sur ces questions était imposée comme préalable à la participation à ces assises, cela signifierait d'emblée une fermeture que nous ne pourrions cautionner.

Ces assises doivent être l'occasion de dépasser la construction en cartel, uniquement par en haut, par des accords de sommet. Elles doivent permettre la création de collectifs locaux rassemblant les diverses militant-e-s des composantes engagées dans le rassemblement

et les citoyen-ne-s qui, sans participer à l'une de ces composantes, veulent être de ce front. Un fonctionnement national permettant la pleine participation aux décisions de ces collectifs locaux devra être mis en place.

En ce qui concerne les législatives, le débat a déjà commencé sur les modalités de désignation des candidat-e-s. Il ne peut pas être question de nier que certaines

composantes ont déjà des élu-e-s, et qu'il faudra en tenir compte. Les désignations ne peuvent pas non plus être simplement renvoyées à des décisions locales, sans harmonisation départementale, régionale, nationale. Il faudra donc un accord national global, et des allers-retours entre les différents niveaux pour que les discussions locales et départementales s'harmonisent avec cet accord national. »

La FASE s'engage tant au niveau national qu'à chacun de ses échelons, régional, départemental, local, à l'initiative des collectifs locaux à :

- proposer aux forces de la gauche anti libérale et anticapitaliste d'acter au plus vite la naissance d'un large front de transformation sociale et écologique
- contribuer à la plus large ouverture de ce Front aux composantes organisées de la gauche antilibérale et anticapitaliste comme aux militant-e-s sans appartenance politique de la transformation sociale acteurs syndicaux, associatifs, du mouvement social...
- participer activement à l'organisation d'Assises de transformation sociale
- contribuer activement au renforcement, à l'élargissement de ce Front en structurant au niveau local le travail en commun et l'expression unifiée sur les questions locales et nationales

Pour cette démarche que nous proposons, le NPA ne doit pas en être écarté – ni ouvertement, ni indirectement par des conditions qui seraient imposées pour rendre impossible sa participation. Certes, notre inscription dans un rassemblement ne peut être conditionnée à la présence effective du NPA si celui-ci poursuit dans son orientation nationale d'isolement. Mais nous ne pouvons participer à un cadre qui, au lieu de débattre ouvertement avec lui, exclurait d'emblée cette composante du rassemblement que nous voulons.

Oui, faire front ! Rien ne doit s'opposer au rassemblement des forces pour la transformation sociale et écologique. Nous sommes attentifs aux réponses qui seront données par les organisations du Front de gauche, et prendrons toutes les initiatives qui nous sembleront aller dans le sens des débats et des pratiques communes favorisant la constitution du Front le plus large.

## **D - / La fédération, ses collectifs et organisations membres s'engagent à saisir les prochaines échéances électorales pour construire l'Autre gauche.**

Nous devons traduire, pour les prochaines échéances électorales, les repères politiques qui sont les nôtres et ainsi répondre aux sollicitations et aux propositions.

Nous n'allons pas reprendre ici ce qui est exprimé, en continuité avec la résolution du 28 mars, dans le « Projet de texte sur l'actualisation l'identité de la FASE et de ses orientations fondamentales » (notamment son point 9)

« Nous ne voulons pas que celles et ceux qui construisent dans les mobilisations des résistances et des alternatives soient mis-es devant un choix impossible entre de multiples candidatures de la gauche d'alternative en concurrence les unes avec les autres.

C'est pourquoi, à chaque échéance électorale, nous proposons de construire le rassemblement le plus large

de la gauche de transformation sociale et écologique sur un programme de rupture. (...) A défaut de l'unité la plus large, nous essayons de construire le rassemblement partiel le plus large possible correspondant à nos orientations. (...)

En l'absence de l'unité la plus large de la gauche de transformation, la participation de la FASE à des regroupements partiels, aussi bien au moment des échéances électorales qu'en termes de construction politique durable, devra être appréciée en fonction de ce qu'elle peut permettre de faire progresser sur nos objectifs essentiels, en termes de participation citoyenne, de rassemblement large, de rupture et de construction d'une véritable alternative, de remise en cause de la dissociation entre le social et l'écologie et de la coupure entre l'institution et les mobilisations. »

Il est utile que les collectifs locaux se saisissent des prochaines élections cantonales dès maintenant. Pour nous les élections, quelles qu'elles soient, doivent ponctuer le processus d'investissement de l'espace politique par les citoyens et « le mouvement social », servir de tremplin à un mouvement populaire affirmant son pouvoir de transformation.

Les cantonales, en 2011, par leur caractère local qui permet d'intégrer des forces qui nationalement restent en dehors, seront une occasion d'affirmer, pour la gauche de gauche, une continuité d'ambition politique, faisant le lien entre les autres combats et les rapports de forces dans les Conseils généraux. La réforme par Sarkozy des collectivités territoriales va dans un sens de plus grand centralisme et permet de poser concrètement les changements démocratiques que nous souhaitons. Enfin les conseils généraux sont le lieu de gestion de l'action sociale et le lieu de jonction avec les personnes précarisées qui en dépendent.

Les collectifs locaux ont déjà engagé ou le feront souvent des cadres de forums et de regroupements larges en vue d'affirmer une présence commune lors de ces élections. Selon les situations, les accords existent par avance ou bien les formes de l'alliance resteront à définir en lien avec les campagnes politiques en cours.

Il en va de même pour l'intensification des campagnes autour de thèmes d'alternative au système, qui permettent de poser la question des prochaines législatives. Toutes les possibilités aperçues et expérimentées lors des régionales seront remises en mouvement. Des cadres plus larges seront recherchés, compléments des campagnes de mobilisations contre la droite. La question des candidat-e-s et du partage des circonscriptions pouvant faire un accord sera donc discutée dans ces cadres locaux.